

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 206 - VENDREDI 7 MARS 2014

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Buisson est un homme de bonne compagnie :  
il n'a rien révélé sur les affaires  
Karachi ou Bettencourt. ●

## AGENDA MILITANT

→ 8 mars

France [Journée internationale des femmes](#)

→ 13 mars

France [Journée d'action intermittents-  
précaires-chômeurs](#)

→ 18 mars

France [Journée interprofessionnelle de  
mobilisation](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Culture

[La culture, un bien de première nécessité  
Sport, des regards différents](#)

→ Monde

[Vieux monde et monde nouveau](#)

→ Nouvelle force politique

[Ensemble, un premier bulletin](#)

→ Initiatives

[Journées de mobilisation, addition,  
convergence...](#)

[Dans la ligne de mire du MEDEF :  
intermittents - intérimaires, même combat](#)

## Quand une femme dit...

**D**epuis des décennies, les femmes luttent pour la reconnaissance de leur libre arbitre et en conséquence du droit de disposer d'elles-mêmes. Avoir une âme, une conscience, une volonté propre, pour voter puis choisir sa contraception, d'interrompre une grossesse, d'ouvrir un compte en banque... À chaque étape certains ont objecté que le libre arbitre était faussé par les influences du mari, de la famille, de la dépendance économique... Était-ce faux sociologiquement ? Mais quiconque a-t-il un libre arbitre entièrement libre ? Le mouvement des femmes a posé avec force un principe : il n'y a pas d'autre critère de jugement du libre arbitre que son expression par les femmes elles-mêmes. Ce fut clairement exprimé par des slogans : "Quand une femme dit non, c'est non", "un enfant quand je veux, si je veux"... Sont indissolublement liés expression de la volonté, libre arbitre et droit de disposer de soi-même.

Cette triade est mise en crise par les réactions à l'émergence des mouvements de femmes voilés et de prostituéEs/travailleurSEs du sexe. Le mouvement féministe se divise, défilant par exemple à Paris ce 8 mars dans deux cortèges distincts. La prostitution, le voilement des femmes pouvaient être unilatéralement compris comme des modes d'assujettissement. Ils le sont sans doute dans un grand nombre de cas. Cela se complique quand des femmes (et hommes dans le cas de la prostitution) prennent la parole, le revendiquent et s'organisent.

Elles seraient influencées par un maquereau, un mari, un frère ou seraient piégées par un traumatisme de l'enfance, cela obscurcirait leur libre arbitre ? Que cela soit vrai ou non, entrer ainsi en matière sur la qualité du libre arbitre revendiqué par ces femmes, n'est-ce pas refaire dangereusement place aux objections d'hier contre l'avancée des droits des femmes ? Prendre le risque de dissoudre la triade expression de la volonté/libre arbitre/droit de disposer de soi-même, remettre en cause ce principe qu'il n'y a pas d'autres critères de jugement du libre arbitre que son expression par les femmes elles-mêmes ?

Parce que pour personne le libre-arbitre n'est jamais complètement libre, qu'il est une fiction fragile et nécessaire à l'émancipation, dire que pour certainEs, il est moins librement exprimé que pour d'autres, c'est risquer de le ruiner pour toutes et tous. « Quand une femme dit non, c'est non. » Et « Quand une femme dit oui, c'est oui ».

● Stéphane Lavignotte, pasteur se réclamant du Christianisme social militant d'Ensemble !



# La santé et le médicament biens communs de l'Humanité

**Face à la politique des multinationales de l'industrie pharmaceutique, quelle alternative pour une autre conception de la santé et du médicament ? Entretien avec les auteurs de *Sanofi Big Pharma - L'urgence de la maîtrise sociale* : Danielle Montel, Daniel Vergnaud, Danielle Sanchez et Thierry Bodin<sup>1</sup>.**



## Quels sont les grands enjeux de la politique du médicament ?

Le médicament participe à la chaîne de la santé. Son accessibilité doit reposer sur le besoin pour chaque être humain d'un mieux être ou d'une nécessité vitale. C'est pourquoi l'accès aux soins et aux médicaments pour tous s'exprime de façon grandissante dans le monde. Les populations doivent pouvoir disposer de médicaments et de vaccins utiles et efficaces, accessibles avec une sécurité maximale.

Tout d'abord, des médicaments utiles et efficaces. Il en existe de nombreux. Qu'il s'agisse d'anticancéreux, d'antibiotiques, d'antiviraux... La vaccination a eu des effets importants pour l'amélioration de la santé dans le monde.

Les firmes pharmaceutiques sont focalisées sur un objectif de rentabilité minimum de 30 %. Pour l'atteindre, elles sacrifient des recherches et présentent comme des innovations la sortie de médicaments dont l'efficacité est parfois discutable.

Ainsi, la revue indépendante *Prescrire* estime qu'en 2013 sur 91 nouveaux médicaments, seuls 18 « constituent une avancée thérapeutique souvent minime » et que 15 autres « autorisés de manière hâtive » sont jugés « plus nocifs que bénéfiques ».

**Tout médicament jugé et éprouvé comme utile doit être reconnu comme un impératif de santé publique et, à ce titre, remboursé à 100 %. Cela exige de sortir de la logique du marché pour être sous la maîtrise du peuple.**

Or les besoins sont immenses. Un très grand nombre de maladies infectieuses continuent de ravager le monde.

La résistance de souches pathogènes aux traitements antibiotiques appelle la recherche de nouvelles molécules. Des maladies nécessitent des travaux de recherche fondamentale et appliquée : Alzheimer, maladies du système nerveux central, arthrose, cancers, AVC, maladies nosocomiales, maladies rares, sida...

Un autre enjeu concerne la sécurité sanitaire. Les médicaments ne sont pas anodins. Ils produisent des effets secondaires et présentent des incompatibilités entre eux. C'est pourquoi ils doivent être délivrés par des médecins disposant d'une formation et d'une information indépendante des labos. Les scandales sanitaires, tels le médiateur et bien d'autres affaires du même type moins connues ont mis en évidence qu'en camouflant des effets secondaires connus comme dangereux, de nombreuses firmes étaient moins attachées à la santé des patients qu'à faire du fric. On pourrait parler aussi des médicaments falsifiés distribués la plupart du temps dans les pays du Sud... ●●●

<sup>1</sup> Danielle Montel est technicienne de recherche de Roussel-Uclaf, Aventis, Sanofi, militante CGT, engagée notamment dans la lutte du centre de recherche de Romainville (1999-2006). Daniel Vergnaud est technicien pharmacologue de recherche, Roussel-Uclaf, membre de l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS). Danielle Sanchez est ingénieur EDF, engagée pour un service public de qualité pour tous. Thierry Bodin est statisticien en recherches, syndicaliste CGT dans le groupe Roussel-Uclaf, puis Aventis, puis Sanofi, engagé pour la défense de l'industrie du médicament. Éd. Syllepse, 142 p., 8 €



●●● Enfin, les médicaments doivent être accessibles. Les ruptures de stock deviennent de plus en plus fréquentes. Elles sont dues principalement à la gestion de la production à flux tendu, voire à l'absence d'investissements. Mais aussi à la stratégie des distributeurs qui privilégient les ventes à l'export plus rémunératrices.

Les prix élevés, les remboursements diminués ainsi que le pouvoir d'achat ont comme conséquences qu'aujourd'hui 33 % des Français déclarent renoncer à se soigner ou à reporter des soins. Les prix sont fixés dans la plus complète opacité. Les entreprises les proposent au gouvernement qui les accepte via quelques organismes de tutelle. Il y a d'abord une exigence de transparence et de maîtrise publique quant à la fixation des prix. Ce n'est pas à la communauté de financer les dividendes.

Tout médicament jugé et éprouvé comme utile doit être reconnu comme un impératif de santé publique et, à ce titre, remboursé à 100 %. Des médicaments utiles et efficaces, sécurisés et accessibles à tous exigent de sortir de la logique du marché pour être sous la maîtrise du peuple.

**Comment décrypter la politique des grands groupes pharmaceutiques ? Comment caractériser les choix de Sanofi ?**

Comme toutes les multinationales, la stratégie des grands groupes pharmaceutiques est orientée vers le profit maximal et la satisfaction des actionnaires. Les changements stratégiques sont travaillés

**Nous ne proposons pas seulement de conquérir des droits mais de réels pouvoirs de décision de tous les acteurs de la santé (salariés, professionnels, citoyens) sur les orientations de l'entreprise ou du groupe.**

par les cabinets conseil qui examinent les secteurs les plus rentables à court et moyen termes. Pour donner un exemple, les dirigeants tels ceux de Sanofi ne parlent plus d'industries pharmaceutiques, mais d'industries de santé, intégrant

la santé grand public, le bien-être, produits à très forte rentabilité. C'est ainsi que Sanofi a développé avec Coca-cola une boisson beauté, ainsi qu'une solution (le lactacyl) visant le blanchiment de la peau et des parties intimes (très en vogue en Asie)... Ce type de produits rapporte beaucoup et ne nécessite pas d'investissement majeur en recherche.

Pour assurer une augmentation continue des dividendes, les stratégies des laboratoires s'accompagnent d'une réduction de l'ensemble des coûts internes, de la recherche à la production. L'externalisation des risques de recherches est à l'ordre du jour, les laboratoires espérant faire le maximum d'argent en récupérant l'innovation externe (les petites biotechs, la recherche publique...) pour n'assurer que le développement clinique. Cela conduit à un démantèlement des capacités internes, à l'abandon de certains axes thérapeutiques, un immense gâchis scientifique et humain.

**Comment ces choix sont-ils vécus par les salariés du secteur ?**

Les salariés de Sanofi sont dégoûtés, ils contestent et dénoncent les choix faits par les dirigeants, contraires ●●●



●●● à leur métier, à leur éthique, à leur avenir. Ils se mobilisent, argumentent, proposent, portent des exigences, mais se heurtent à une direction intransigeante qui reçoit l'appui du gouvernement et des pouvoirs publics, qui ne remplissent pas leur mission au service de l'intérêt général. Continuer et développer les luttes pour rompre avec une stratégie qui affecte et dégrade leurs vies et la société, c'est la question que les salariés se posent. Répondre à cette question, donner des perspectives, c'est ce que nous avons voulu travailler dans le livre.

**Vous évoquez les traitements préventifs inutiles et les recherches non menées car elles sont jugées non rentables. Comment agir à la fois face à la tromperie des médicaments inutiles et à l'enjeu de recherche face aux maladies rares ?**

Nous le disons dans le livre et c'est dénoncé dans de nombreux ouvrages, Big Pharma invente des maladies : le pré-diabète, le pré-cholestérol, la pré-ostéoporose (*Viva*, février 2014)... Le but est de vendre toujours plus de médicaments. La technique consiste à abaisser les seuils au-delà desquels il faut traiter. Qui fixe les normes ? Des comités d'experts, dont beaucoup dépendent des labos qui financent leurs recherches.

La "tromperie sur les médicaments" : un médicament ne peut avoir une Autorisation de Mise sur le marché (AMM) qu'en cas d'avantage thérapeutique net par rapport au produit de référence. La simple équivalence ne peut suffire. Ensuite les nouveaux produits doivent être mis sous observation avec réévaluation annuelle en fonction des résultats et de la pharmacovigilance et leur autorisation doit pouvoir être suspendue à tout

**La maîtrise sociale ne peut être effective sans maîtrise par la société de la définition du pourquoi, comment et pour qui on conçoit et produit les médicaments.**

moment en fonction de ces données. Il s'agit de faire respecter et de renforcer ces réglementations minimales qui ont dû tenir compte que le médicament est un produit bien particulier.

Les maladies rares ne sont pas si rares que cela. On en dénombre plusieurs milliers. Les grands groupes ne s'y engagent qu'avec parcimonie et encore avec des aides financières. Les crédits alloués

à la recherche publique sont notoirement insuffisants. La solidarité qui s'exprime lors des grandes initiatives publiques, Téléthon, journée des maladies rares... ne peut compenser cette carence. Il y a besoin de recherches fondamentales et de coopérations, notamment en thérapie génique et en thérapies cellulaires. Avec tous les enjeux et garanties éthiques que ces travaux posent, des axes de recherche prioritaires devraient être définis dans le cadre d'une véritable stratégie nationale de santé publique, élaborée avec les salariés, les professionnels, les associations de patients...

**Vous proposez une intervention des salariés concernant la stratégie des entreprises. Comment conquérir des droits dans ce domaine ? Comment poser la question de la propriété des groupes ?**

Nous ne proposons pas seulement de conquérir des droits mais de réels pouvoirs de décision de tous les acteurs de la santé (salariés, professionnels, citoyens) sur les orientations de l'entreprise ou du groupe. Les finalités des recherches et les critères d'efficacité de la production des médicaments doivent être débattus et définis en fonction des besoins, et non de la rentabilité actionnariale financière.

Nous relatons l'expérience des salariés et des chercheurs mobilisés ●●●

●●● depuis des années sur des projets alternatifs qu'ils ont élaborés à partir de la connaissance des besoins dans le monde et de leur métier. De même, les interventions de peuples et de gouvernements, comme en Inde ou en Afrique du sud contre le diktat des brevets, montrent que cette exigence de pouvoir n'est pas vaine. Nous portons la question de la production et de la diffusion mondiales des connaissances contre leur privatisation, comme un enjeu essentiel. L'appropriation par la société, de la recherche à la production et à la distribution des médicaments, se pose maintenant, pour répondre aux besoins urgents comme pour l'avenir.

L'expérience des nationalisations de 1982 a montré que l'on ne peut poser la question de la propriété publique, y compris de groupes multinationaux, de cette manière sans refermer le piège de l'étatisation qui a servi la stratégie financière de ces groupes. Nous faisons quelques rappels utiles à ce propos. Nous interrogeons également l'efficacité de la notion de *pôle public de la santé*. Dès lors qu'un tel pôle existerait à côté des firmes privées, la logique financière de «socialisation» des pertes et de sélection des recherches en fonction des marchés dits porteurs de dividendes, serait-elle enrayée ?

La nation n'est pas l'État mais le peuple rassemblé. La maîtrise sociale ne peut

être effective sans maîtrise par la société de la définition du pourquoi, comment et pour qui on conçoit et produit ces médicaments. Pour rendre effective cette perspective, nous proposons de se poser les bonnes questions : comment et qui décide les choix de recherche, comment est fixé le prix du médicament ou du générique, son coût réel après des

**Sur les enjeux de la santé et du médicament, comme sur ceux de l'alimentation, une "mondialisation" des luttes est également possible et peut être redoutable pour le pouvoir des multinationales.**

années d'utilisation, qui décide et qu'est ce qui définit son efficacité thérapeutique. Au fond, quels sont le statut et la responsabilité d'une entreprise comme Sanofi, vis-à-vis de la société et des peuples ? La qualification du travail et l'innovation sont au service de quel objectif ? Et ce, au regard de l'intérêt humain et écologique... Derrière les emplois

et les centres de recherche que Sanofi sacrifie, ce sont ces questions qui sont posées.

Cela signifie, pour nous, que la société ne peut s'orienter vers un processus de transformation, y compris en posant la question de la propriété publique du principal groupe pharmaceutique, que dans la mesure où les acteurs portent eux-mêmes l'exigence et le contenu de ces ruptures fondamentales.

**Vous évoquez le rôle de l'État dans le système du médicament que vous appelez de vos vœux : il serait garant du système de contrôle et de surveillance de la qualité des médicaments. Dans la logique autogestionnaire qui est la vôtre, ce rôle ne devrait-il pas être pris en charge d'une manière ou d'une autre par la société civile ?**

Nous ne faisons pas du tout confiance à l'État pour garantir le contrôle et la surveillance de la qualité des médicaments. Big Pharma et autres entreprises du CAC 40 sont dans les principaux centres de décision. Ils obtiennent ainsi impôts recherche, crédit compétitivité, prix élevé, autorisation de mise sur le marché, fiscalité réduite, suppression de la cotisation familiale...

C'est ainsi qu'une réflexion sur la maîtrise par les citoyens de toute la chaîne ●●●



●●● du médicament guide notre livre. Notamment pour construire un cordon sanitaire, une véritable pharmacovigilance afin que soient assurées l'efficacité et la qualité des médicaments produits et distribués, revisité le rôle des visiteurs médicaux, et pour travailler en réseau avec tous...

Nous sommes dans une démarche qui vise à conquérir des pouvoirs où les médecins, les centres de santé, les officines, les chercheurs ont un rôle ou une mission de service public.

**Plus largement, ne peut-on concevoir que le pouvoir d'orienter la politique des médicaments, dans le cadre d'une démarchandisation de la santé, soit partagé entre les salariés concernés et les usagers de la santé ?**

Si la santé doit être un droit universel effectif, alors considérer le médicament comme une marchandise est un détournement de sa finalité première. Nous revendiquons le principe que le médicament est un bien public dont l'accessibilité et la qualité, ne doivent pas reposer sur le critère de

l'argent mais sur celui d'un mieux-être ou d'une nécessité vitale.

Paradoxalement, nous constatons qu'en ce XXI<sup>e</sup> siècle, deux enjeux ne sont pas suffisamment pris comme universels : celui de la qualité et de la sécurité de la production alimentaire et celui de la recherche, production et distribution des médicaments, pour la santé de tous les êtres humains. Partager cet enjeu fondamental entre salariés et usagers, tous citoyens, agir en conséquence ensemble est la voie de réels changements.

La lutte des salariés de Sanofi interroge directement le projet de société que l'on veut. En appui à leur mouvement, lorsque nous posons l'urgence de la maîtrise sociale, c'est une réponse politique et pratique face à un capital qui délocalise et détruit les activités de recherche jusqu'à un point critique. Aujourd'hui les forces sociales et politiques alternatives devraient travailler ensemble à rendre crédible cette exigence. Rassembler sur cet intérêt commun ne contribuerait-il pas à dépasser le morcellement actuel des luttes ? Sur les enjeux de la santé et du médicament, comme sur ceux

de l'alimentation, une "mondialisation" des luttes est également possible et peut être redoutable pour le pouvoir des multinationales.

**Vous vous prononcez de manière très critique par rapport à la télé-médecine, à l'automédication, aux formes actuelles d'évaluation des performances ainsi que par rapport à un système qui « parodie l'intérêt général ». Comment prendre en compte les aspirations des patients à choisir leur santé face à un pouvoir médical encore tout-puissant ?**

Tout nouveau dispositif doit avoir comme finalité d'améliorer la prise en charge des patients dans le cadre d'un parcours de santé coordonné et adapté au cas par cas, et non viser d'illusoire économies.

La télé-médecine et l'automédication ne doivent pas être substitutives aux pratiques actuelles. Le dialogue physique entre soignant et patient, ce rapport humain qui permet de comprendre les causes de la souffrance, créent les meilleures solutions pour la soulager, sont essentiels. ●●●

●●● Chaque cas est particulier. Ce qui est important, souligne Christophe Prudhomme<sup>2</sup>, dans la prise en charge des patients, notamment en cas de polypathologie chronique, est le temps humain et la coordination entre les intervenants. Dans ce cadre, certains outils de télémédecine sont utiles.

Rappelons que le médicament, cela a été dit précédemment, n'est pas un bien de consommation ordinaire. On peut y avoir recours parfois pour de petits maux, autre chose est de la généraliser. Par contre, l'automédication peut aussi servir à rendre plus difficile l'accès à des médicaments qui ne seraient plus remboursés. Par ailleurs des dangers liés au manque d'information, à l'association de médicaments incompatibles sont réels, sans compter, comme le rappelait récemment l'OMS, que 50 % des médicaments achetés sur internet sont falsifiés. Cependant, l'automédication peut, sur la base de conseils

préalables en cas d'évènements intercurrents, alors que le médecin traitant n'est pas disponible, s'intégrer dans une pratique de prescription préventive.

Aspiration des patients et pouvoir médical encore tout-puissant, dites-vous ? Les patients par définition aspirent à être soignés et cela devient de plus en plus difficile avec les remboursements. Leurs demandes peuvent être influencées par ce qu'ils entendent dans les médias. Aujourd'hui, pour le médicament, ce sont surtout les firmes pharmaceutiques qui décident, plutôt que la profession médicale et les citoyens.

Il peut y avoir, dit Marie Kayser, médecin, des actes médicaux ou chirurgicaux inutiles, notamment dans le secteur privé lucratif. Mais il nous semble que l'essentiel n'est pas là. Nous rejoignons volontiers Bruno Toussaint, directeur de *Prescrire*, quand il déclarait en juin 2013 : « *Les médecins*

*sont soumis à beaucoup d'intérêts contradictoires, ceux des patients, de leurs collègues, des firmes pharmaceutiques, de l'assurance-maladie, de l'administration, de leurs carrières... Les recommandations ne sont bonnes à suivre que si elles sont au service des patients.* »

Il n'y a pas assez de médecins, pas assez de formation indépendante du *lobbying* pharma. Il est urgent de considérer le patient comme partie prenante des choix médicaux qui le concerne. Il s'agit aussi de revoir le rôle de l'Assurance Maladie, sa maîtrise par les salariés et la population. Transformer son mode de gestion et de financement participe à conquérir du pouvoir pour une politique de santé plus efficace.

● Entretien réalisé par  
**Gilles Alfonsi**



2. Médecin urgentiste au Samu de Seine-Saint-Denis, membre de la commission exécutive de la Fédération CGT de la santé et de l'action sociale et porte-parole de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France.

# Intermittents du spectacle : un combat porteur d'alternatives !

**J**eudi 27 février, plus de 20 000 personnes se sont mobilisées à Paris et dans toute la France contre la tentative de coup de force du MEDEF. Une mobilisation vaste est en train de naître qui mêle artistes, techniciens mais aussi chômeurs et précaires. L'unanimité du secteur culturel permet d'installer un rapport de force qui semble favorable aux intermittents. Pourtant, la proposition du MEDEF (la suppression pure et simple des annexes 8 et 10) était articulée à un appel à l'État et semble avoir dès à présent ouvert un débat bien plus vaste. Pour certains (dont la CFDT), le régime des intermittents est une subvention cachée à la vie culturelle. L'argumentaire récurrent de la ministre s'appuie d'ailleurs sur les annexes pour parler d'exception culturelle et de rentabilité générale de l'investissement public. Une des issues possibles de la négociation serait un maintien du dispositif mais à la charge de l'État. Les intermittents

tiennent à rester dans la solidarité inter-professionnelle. Nous touchons ici à 2 questions qu'ouvre cette mobilisation. Le secteur culturel souffre d'un déficit de financements publics. La politique générale d'austérité aggrave cette situation et l'intermittence est souvent une réponse à un manque de subventions. Par ailleurs, les annexes 8 et 10 ont été inventées pour des situations d'emplois bien précises : la nécessité d'un secteur d'activité d'avoir recours à des CDD à répétition. Les annexes sont précisément là pour lutter contre la précarité "mécanique" du secteur.

Ce combat doit permettre d'ouvrir en grand ces 2 débats cruciaux pour notre vie commune :

- Comment maintenir des services publics forts et utiles dans cette stratégie folle d'austérité ? La culture est un exemple emblématique d'une saignée générale.

Sur nos territoires, les collectivités se désengagent et font souvent le choix de sacrifier les petites structures pour sauver les grosses. De Sarkozy à Hollande, nous sommes arrivés à l'os. Le maintien d'une vie artistique riche ne peut s'accommoder ni de la baisse du budget de l'État ni des attaques contre les collectivités territoriales. - Les annexes 8 et 10 ne sont pas attaquées pour un déficit, très largement imaginaire. Le régime des intermittents du spectacle est menacé par le MEDEF car il est un contre exemple à la précarité qu'induit la course au CDD aujourd'hui généralisée. S'il ne peut

être étendu à tous, il montre pourtant qu'en adaptant les mécanismes d'indemnisation du chômage aux situations réelles de l'emploi, nous pouvons changer de vision sur le marché du travail et permettre de transformer la précarité en sécurité. Ce conflit nous amène à réfléchir tous ensemble sur la place du travail dans nos vies et

plus largement sur la quête de dignité humaine que doit permettre notre vie en société. Personne n'a de réponse clef en main, mais la souffrance au travail doit cesser, la détresse sociale doit cesser, l'accaparement des richesses par un petit nombre doit cesser.

Notre mouvement Ensemble !, le Front de gauche et tous les citoyens qui pensent qu'une alternative à gauche est souhaitable doivent être aux côtés des intermittents car leur combat est aussi une porte ouverte vers demain.

Le prochain rendez-vous de mobilisation est fixé au 13 mars.

● **Laurent Eyraud-Chaume**



Voir le reportage sur la manifestation à Paris 27/02/2014 (<http://www.youtube.com/watch?v=E0AwKF5T1-c>)





# Les soubresauts du vieux monde, la difficile genèse d'un monde nouveau

**L'intensification de l'intervention militaire en Centrafrique, la situation complexe et à hauts risques en Ukraine, l'enlèvement meurtrier en Syrie ont suscité différentes prises de position. Voici 2 communiqués d'Ensemble ! du 2 mars. Plus sur [www.comunistesunitaires](http://www.comunistesunitaires), rubrique "Monde".**



## Ukraine

La crise politique en Ukraine a atteint une nouvelle phase avec la chute du président-gangster Ianoukovitch et l'accroissement de l'interventionnisme du gouvernement russe.

Le renversement de Ianoukovitch n'est pas un coup d'Etat mais le résultat d'une mobilisation de masse multiforme et contradictoire ainsi que de l'indignation face à la répression meurtrière.

Ce mouvement n'a pas de ligne claire mais ne peut pas être réduit aux forces réactionnaires et ultranationalistes qui y participent et doivent être combattues. Parallèlement, les mobilisations de masse parmi la population russophone ne sont pas de simples manipulations de Moscou mais des manifestations d'inquiétudes profondes face aux premières initiatives du nouveau gouvernement au sujet de l'avenir économique, de l'intégrité et de la diversité de l'Ukraine.

Dans tous les cas, l'avenir de l'Ukraine relève de la volonté des peuples de ce pays tout entier attaché à son indépendance. Cela est incompatible avec toute politique grand-russe de Poutine, autant qu'avec tout traité imposant une aggravation de la situation de la population.

Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, membre du Front de Gauche:

- s'oppose à toute forme d'intervention militaire de la Russie et à une quelconque volonté d'ingérence de l'OTAN.

- réclame l'annulation de la dette de l'Ukraine largement illégitime et un contrôle de l'ensemble de la population ukrainienne quant aux accords internationaux noués en son nom.

- exprime sa solidarité envers l'ensemble de la population mobilisée et ses aspirations démocratiques, en premier lieu la revendication des élections libres anticipées le 25 mai.

- soutient les forces cherchant à construire une opposition de gauche.

## En Centrafrique, la politique et l'armée française sont un problème, pas la solution !

Le 25 février, le Parlement français a voté pour une prolongation de la mission militaire en Centrafrique. Ce vote intervient dans un contexte dramatique pour la population centrafricaine prise dans un engrenage de guerre civile et d'exactions massives.

Le gouvernement avait présenté l'envoi de troupes françaises comme une garantie pour éviter la dégradation de la situation, ce qu'elles s'avèrent incapables de faire.

Depuis des décennies la politique de la France est largement responsable de la situation existante, elle n'est pas une force "neutre" n'ayant d'autre objectif que de s'interposer.

De fait, l'impérialisme français n'a jamais quitté ce pays et l'a gardé sous son emprise à travers les dictateurs qu'elle a porté au pouvoir : Bokassa en 1965, Kolingba en 1979, Patassé en 1993 et Bozizé en 2003.

Face à la crise en Centrafrique, une force d'interposition doit être multilatérale et africaine, sous l'égide de l'ONU et de l'OUA. Et non pas française, répondant en dernier ressort aux intérêts économiques et stratégiques de l'ancienne puissance coloniale.

L'enjeu est que le peuple centrafricain reprenne son destin en main ce qui est incompatible avec la présence militaire française.

Pour toutes ces raisons, Ensemble! Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire, membre du Front de Gauche, réaffirme que l'intervention militaire française en Centrafrique est une impasse et exprime sa solidarité aux forces de la société civile centrafricaine s'opposant aux dérives tragiques qui menacent l'avenir du peuple centrafricain.



## De Freud à une société érotique

**L**a psychanalyse qui est censée analyser les passions continue de les déchaîner. Comme Marx qui a révélé le secret de la vie sociale (son inconscient pourrait-on dire), qui est l'exploitation du travail, Freud a découvert un autre continent caché : celui de la psychologie et du rôle qu'y jouent la sexualité et son refoulement. L'un comme l'autre ont connu la multiplication des lectures et des interprétations, les schismes et les déviations. Sort inévitable (et sans doute enviable) d'une « *pensée devenue monde* » pour reprendre l'expression d'Henri Lefebvre, c'est-à-dire d'une pensée qui a transformé le monde et qui ne cesse de se transformer avec lui.

Freud a sa place ici car il ne saurait guère y avoir de bonheur individuel sans une vie sexuelle épanouie. Pour le commun des mortels, être heureux, c'est d'abord être heureux en amour. (« *Sans oublier la santé* », disent les gens... ce qui va avec.)

Avant de se changer en théorie philosophique prétendant expliquer le monde, la psychanalyse a d'abord été (et reste) une forme de thérapie, de cure visant à soigner les troubles de la personnalité qui ne s'expliquent pas par des lésions organiques mais trouvent leur origine

dans l'histoire psychologique du sujet. Je n'ai évidemment aucune compétence sur ce terrain... Ce qui m'intéresse, c'est que Freud a mis en évidence certains mécanismes de la conscience (et du subconscient) par lesquels l'individu recourt, pour faire face à un traumatisme non surmonté, aux ruses de l'imagination. Le Surmoi réprimant le Ça, pour sauvegarder (mais en même temps perturber, et parfois gravement) le Moi.

On lui a souvent reproché son pansexualisme et son matérialisme (ce en quoi il nous intéresse). Il a en effet révélé le rôle non pas exclusif mais essentiel de la pulsion sexuelle dans la vie des individus, et cela depuis l'enfance. (À voir les réactions des intégristes de tout poil devant le risque que la "théorie" des genres pénètre l'école, l'idée que les enfants aient une sexualité n'est visiblement toujours pas admise). Ce qu'il a nommé *Libido* (ou désir en latin) est un trait distinctif des êtres humains. À la différence des animaux, les humains ont une vie sexuelle que ne rythme pas la période du rut. Ils ne se contentent pas de satisfaire un instinct sexuel. Ils font l'amour. Et dans cette activité hautement recommandable, il entre une part non négligeable d'imagination, de rêves, de fantasmagories, voire de poésie. La sexualité humaine, comme

l'a bien montré Bernard Muldworf dans plusieurs de ses ouvrages, est par nature sociale, relationnelle. Dès l'enfance où le besoin d'être aimé prend naissance dans la dépendance du nourrisson à l'égard de sa mère, et dans l'aptitude qu'il va acquérir de se représenter "l'objet" capable de le satisfaire. Comparé à la plupart des animaux, le nouveau-né humain « *est moins achevé que ceux-ci lorsqu'il est jeté dans le monde (...) ce facteur biologique établit pour la première fois le besoin d'être aimé qui n'abandonnera plus jamais l'homme* », écrit Freud.

L'homme et la femme souffrent d'un manque qu'ils doivent combler ; êtres séparés, ils aspirent à l'union. Le mythe antique des premiers humains coupés en deux ne nous a jamais quittés.

Pour Freud, le refoulement est à la fois une malédiction et une chance. C'est lui qui permet l'humanisation, la latence qui fonde le désir, fait qu'on ne saute pas sur tout ce qui bouge et que l'on s'est montré capable de fonder société et culture.

Mais cela ne se passe pas toujours bien, et la cure est là pour guérir par la verbalisation, c'est à dire par la prise de conscience. La parole est médecine, comme le savaient les anciens ●●●



Freud et sa fille Anna

●●● chamans. (À quoi Wilhelm Reich oppose que la parole ne remplace pas la pratique de la chose... mais nous y reviendrons plus tard.)

Là où la théorie devient plus problématique, c'est quand Freud passe du Moi au Nous et prétend expliquer l'histoire par la psychologie. (Car la société ne se réduit pas à la somme des individus qui la composent.)

Complétant son système, pour rendre compte de la possibilité des crimes et de la violence, Freud, à partir des années vingt, a conclu que l'être humain était en proie à des pulsions et au conflit entre Eros et Thanatos, la pulsion de mort. « *L'homme, écrit-il, n'est pas cet être débonnaire, au cœur assoiffé d'amour dont on dit qu'il se défend quand on l'attaque, mais un être qui doit porter au compte de ses données instinctives une bonne somme d'agressivité.* »

Il suit avec intérêt mais scepticisme la révolution d'Octobre. « *Les bolcheviques eux aussi espèrent qu'ils sauront faire disparaître l'agressivité humaine en garantissant la satisfaction des besoins matériels et, par ailleurs, en instaurant l'égalité parmi les membres de la société. Je tiens cela pour une illusion.* »<sup>1</sup>

La chute de l'URSS réactualise cette vision apparemment pessimiste de la nature humaine. En fait, la psychanalyse

(à condition de la réintégrer dans une pensée qui n'ignorerait pas l'histoire) aurait pu permettre aux révolutionnaires d'éviter un certain angélisme, l'idéalisme que recouvrait l'idée de l'Homme nouveau.

Pour Freud comme pour Marx, l'homme n'est ni bon ni mauvais. Il est « *bon-mauvais* », comme l'exprime Edgar Morin. (Pascal avait déjà dit, dans une formule saisissante, que « *l'homme n'est ni ange ni bête* ».) Il est ce qu'il fait et ce qu'il se fait. Sa nature, c'est son histoire telle qu'il l'écrit. Et ses pulsions, positives ou négatives, peuvent être « sublimées », dans l'art, le travail, la politique, la pensée...

**La révolution n'ignore pas les affects et les passions. Elle se nourrit du besoin de solidarité, du sens de l'utopie, de la capacité qu'a le désir à ne jamais être totalement satisfait par l'état du réel et à viser l'infini**

On sait que les régimes fascistes ont su mobiliser les affects, les passions, les pulsions... D'une certaine façon, ils ont « libéré » les instincts, comme dans la guerre et le crime de masse. Mais ils ne sont pas les seuls. Le capitalisme moderne a aussi massivement recours à l'irrationnel. La consommation, la pub et les industries culturelles tapent tous les soirs en dessous de la ceinture.

La révolution non plus n'ignore pas les affects et les passions. Elle se nourrit du besoin de solidarité, du sens de l'utopie aussi, de la capacité qu'a le désir à ne jamais être totalement satisfait par l'état du réel et à viser l'infini...

Et même des pulsions négatives, comme le plaisir de la destruction ou l'égoïsme peuvent trouver leur utilité sociale et être mises au positif.

De même certaines pulsions présumées positives, tels le besoin d'amour ou la générosité, peuvent se révéler très nocives, suivant l'utilisation qui en est faite. Elles peuvent et alimentent de fait la résignation, la religiosité, l'impuissance humaine et le conformisme généralisé.

Ces choses ne sont pas simples, mais elles font partie des ingrédients du bonheur individuel comme de la lutte pour le bonheur commun.

Malgré son scepticisme, Freud n'écartait d'ailleurs pas l'idée que l'homme puisse évoluer, comme il le dit très clairement dans sa belle lettre à Einstein sur la guerre.

Nous reste à découvrir les chemins d'une « société érotique », c'est-à-dire une société où l'amour ne serait plus un refuge individuel contre la société mais le climat de notre vie en commun<sup>2</sup>.

● Francis Combes



<sup>1</sup>. Cité par Yvon Quiniou, in *L'Homme selon Marx*, éditions Kimé, 2011.

<sup>2</sup>. D'après le titre de l'ouvrage de B. Muldworf, *Vers une société érotique* (Grasset, 1972).

## La fureur de vivre de Martine Durlach s'est tue



Martine Durlach s'est éteinte le 20 février après des années de lutte courageuse contre la maladie. Elle avait été dirigeante nationale du Parti communiste français, secrétaire de sa fédération de Paris de 1994 à 2003, conseillère de Paris (1995 - 2011), maire-adjointe chargée de la politique de la Ville (2008 - 2011). De nombreuses voix se sont exprimées pour lui rendre hommage. Pierre Laurent a salué « *ses qualités d'écoute et de rassemblement, sa*

*finesse d'analyse politique, son humour et ses grandes qualités humaines* ». Bertrand Delanöe a souligné ses qualités de « *femme d'engagement et de culture* » qui « *a marqué la gauche parisienne de son empreinte* ». Martine Durlach, près de laquelle nous siégeons alors au Conseil national du PCF - et ce n'était pas qu'un symbole - était une femme que nous aimions, avec qui dialoguer et militer était un plaisir. Martine conseillait avec respect. Elle écoutait avec attention et prenait en compte. Avec elle, chacun comptait pour un. Nous garderons dans nos cœurs son implication active dans l'animation du collectif de lutte contre le sida du PCF<sup>1</sup>, et son sourire, et son rire... « *Rien n'est précaire comme vivre* », écrivait Aragon. Nous sommes profondément tristes que la fureur de vivre de Martine se soit tue.

● Gilles Alfonsi et Philippe Stierlin

1. <http://www.humanite.fr/node/384126>

## DELICIEUX

### La médiation, un enjeu démocratique.



Sous ce titre, Dominique Royoux, géographe, responsable poitevin et président national de tempo territorial<sup>1</sup>, coordonne une douzaine de contributions qui valorisent la médiation non seulement comme un outil de résolution des conflits mais aussi comme levier démocratique.

Convoquant pratiques de terrain et philosophie, droit, psycho et communicants, ce nouveau regard sur la médiation et ses diverses facettes nous laisse entrevoir les possibles d'une réorganisation de la relation de

l'en-commun. Interrogeant le fonctionnement de nos organisations, de quartier ou institutionnelles, les dix auteurs élargissent l'appréhension que nous avons couramment, dépassant un moyen de "calmer le jeu" pour élaborer de nouveaux espaces de construction collective.

À Victor Hugo qui interroge sur ce qui existe au dessus de la justice, Michel Foucault rappelle que là où il y a pouvoir, il y a résistance : la médiation n'est pas (ici) une technique de soumission, mais démarche d'une ambition partagée.

Ce petit livre, aisé à lire, intéressera tou-te-s celles et ceux que l'action publique, l'agir collectif mobilisent et qui cherchent aujourd'hui des éléments nouveaux de réponses tant dans la démocratie locale que dans la capacité interindividuelle et collective de se mobiliser, "au delà" de l'ordre établi.

● Patrick Vassallo



1. Éd. La librairie des territoires 130 p. - 15 €. <http://tempoterritorial.free.fr/>

● **Penser l'émancipation - Acte II.** C'est un événement qui s'est tenu du 19 au 22 février 2014, à l'université de Nanterre. Organisé par un petit collectif de jeunes gens, un énorme colloque sous le titre de "Penser l'émancipation".

Le programme ne manquait pas d'attraits. Plus de 70 ateliers, 4 plénières (Au-delà du capitalisme, Au-delà du patriarcat, Utopies critiques, Au-delà de l'impérialisme), plus de 200 intervenant-e-s... à chaque séance, l'embarras du choix. C'est sans doute ce qui explique l'extraordinaire réussite du colloque, qui a vu chacun de ses quatre jours au moins 500 participant-e-s. Mais ce n'est pas tout. Car la chose la plus impressionnante de ce colloque était sa grande jeunesse, le nombre de participant-e-s et d'intervenant-e-s âgé-e-s de moins de trente ans, comme si la relève était prise, comme si une nouvelle génération se levait pour penser son époque avec les instruments longtemps mis sous le boisseau du marxisme et plus généralement des pensées critiques.

Des suites sont prévues. Une prochaine édition du colloque à Bruxelles (la première édition avait eu lieu à Lausanne), des séminaires de réflexion en attendant. Bref, du nouveau, et du bon, sur le front de la lutte idéologique...



● Laurent Lévy



Éd. La Dispute  
422 p. - 28 €.

● **Penser l'émancipation - Acte I.** Un premier ouvrage – sous-titre : *Offensives capitalistes et résistances internationales* – est paru en novembre dernier. Il rassemble les textes de 23 auteurs :

« *Cet ouvrage est le premier résultat de recherches et d'initiatives collectives menées dans le cadre du réseau "Penser l'émancipation" afin de développer, dans l'espace francophone, un moment de réflexion et de débat autour des théories des pratiques et des conflits qui mettent en jeu l'émancipation humaine.* »

Image de la semaine

La culture, un bien de première nécessité...

...pour déchiffrer et questionner le monde au-delà des apparences et des fausses évidences, pour prendre plaisir et force pour le transformer. Encore faut-il que celles et ceux qui y travaillent, puissent vivre, se ressourcer. C'est le sens de leurs luttes, les nôtres, contre le Medef et ses serviteurs. Plus sur [www.comunistesunitaires](http://www.comunistesunitaires), rubrique "Culture".



● **Sans blague.** Afin de lutter contre les méfaits de la "théorie du genre" et de contribuer à la protection de l'enfance par la lutte contre le cinéma néfaste encouragé par le programme "école et cinéma" du ministère de l'Éducation nationale (ouf...), le collectif Les mots sont importants propose deux articles puissants : <http://lmsi.net/Interdiction-Interdiction> et <http://lmsi.net/Le-Collectif-Les-mots-sont-1553>. Il s'agit bien sûr de prolonger en l'amplifiant le glorieux mouvement de la Manif pour tous...



● **Nouvelle vie ouvrière, la mutation.** Encore un outil d'information et de communication confronté aux difficultés de la presse : face à la perspective d'un dépôt de bilan, la NVO évolue, affirme conserver une édition papier mais trimestrielle, son "spécial impôts" et la revue pratique du droit social. Sans licenciements, nonobstant les rumeurs, mais avec

de fortes évolutions de métiers puisqu'il s'agit de développer et transformer les deux outils Internet, celui de la NVO et celui de la CGT. À suivre sur [www.nvo.fr](http://www.nvo.fr).



**Prenons la une !** Co-signé par plus de 500 journalistes et d'autres, ce manifeste initié par le collectif du même nom « pour appeler à une juste représentation des femmes dans les médias et dénoncer leur trop grande invisibilité », tombe bien pour deux raisons. La première, c'est bien

sûr la place des femmes : dans les rédactions, 46 % des journalistes sont des femmes, plus de 7 directeurs de rédaction sur 10... des hommes, et précarisation féminine avec 54 % des pigistes et 58 % des CDD. Parmi les personnes invitées sur les plateaux moins de 2 femmes sur 10. Et la deuxième raison, c'est que *Cerises* profite de l'occasion pour battre le rappel : amies lectrices, un peu d'audace pour féminiser nos pages... Voir : <http://prenons-la-une.tumblr.com/>

**Cerises**  
 publication de l'Association  
 des communistes unitaires  
 - Noyau -  
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
 Michèle Kintz, Roger Martelli,  
 Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
 Pierre Zarka.  
[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)  
 Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

